



Numéro PPQ/9510

vendredi 3 juin 2016

Les grands titres:

- Syrie : l'ONU envisage des ponts aériens dans les zones où l'accès humanitaire est coupé
- A Paris, Ban Ki-moon appelle Israël et la Palestine à faire des efforts sérieux pour la paix
- Ukraine : après deux ans de conflit, la situation dans l'est du pays reste inquiétante, selon l'ONU
- Jeux olympiques de Rio : le HCR salue l'annonce de la participation d'une équipe de réfugiés
- Après des années de conflit, les réfugiés soudanais continuent de fuir vers le Soudan du Sud, selon le HCR
- La FAO juge nécessaire d'investir dans l'innovation agricole pour lutter contre la faim et la pauvreté
- Sommet des chefs de police de l'ONU : de hauts responsables appellent à renforcer les capacités
- Cadavres de bébés tigres en Thaïlande : l'ONU réitère l'importance de lutter contre le commerce illicite d'espèces sauvages
- L'ONU appelle à donner de l'espoir à la jeunesse pour prévenir l'extrémisme violent

Syrie : l'ONU envisage des ponts aériens dans les zones où l'accès humanitaire est coupé



Des enfants collectent de l'eau à Alep, en Syrie. Photo OCHA/Josephine Guerrero

3 juin - A la suite d'une réunion à huis clos du Conseil de sécurité de l'ONU sur la question de l'accès humanitaire en Syrie, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, a dénoncé vendredi la réduction progressive de l'espace opérationnel pour les acteurs humanitaires dans le pays, en particulier dans les zones assiégées.

« Les gens à travers la Syrie continuent d'être confrontés à des privations et violences horribles, en particulier ceux pris au piège dans des zones assiégées », a déploré M. O'Brien dans une déclaration de presse, insistant sur le fait que les états de siège ne sont pas une conséquence naturelle ou nécessaire du conflit, mais le fruit d'une politique délibérée mise en œuvre par les parties.

« Alors que nous nous efforçons d'obtenir un meilleur accès humanitaire, nous devons garder à l'esprit que la seule solution durable est la levée complète de tous les sièges », a-t-il affirmé.

Le Secrétaire général adjoint s'est dit particulièrement préoccupé par le sort des personnes prises au piège dans les villes de Mare'a et Sheikh Issa, à mesure que les forces de Daech gagnent du terrain, ainsi que par les habitants de la partie est d'Alep. Il s'est aussi dit consterné par une attaque au tir de mortier contre le camp de Mseifra pour personnes déplacées, dans le gouvernorat de Dar'aa, la semaine dernière.

« J'ai dit au Conseil que l'espace opérationnel pour les acteurs humanitaires ne cesse de se réduire à mesure que la violence et les attaques à travers la Syrie



s'intensifient », a d'autre part indiqué M. O'Brien, soulignant que les attaques contre les installations médicales et le personnel de santé se sont poursuivies au cours des derniers jours, en dépit de la récente résolution adoptée par le Conseil de sécurité sur la question.

Malgré ce contexte difficile, les agences humanitaires de l'ONU ont été en mesure d'atteindre 40% des personnes dans le besoin dans 14 des 19 localités assiégées, a toutefois indiqué M. O'Brien.

« Comme vous le savez, l'objet de la réunion du Conseil aujourd'hui était d'envisager l'utilisation de ponts aériens et de largages aériens pour les zones où l'on nous refuse un accès humanitaire », a indiqué le Secrétaire général adjoint.

Il a ajouté que sa position à ce sujet restait « ferme et claire », à savoir que le gouvernement syrien devait en premier lieu approuver le plan d'accès humanitaire de l'ONU pour le mois de juin.

« Nous avons besoin de l'accord du gouvernement syrien et de toutes les garanties de sécurité nécessaires afin de procéder à des largages aériens », a-t-il par ailleurs ajouté.

M. O'Brien a appelé les parties à garantir la libre circulation des civils et l'accès humanitaire. Il a également demandé à la communauté internationale de faire preuve de volonté pour sortir de l'impasse et faire en sorte que les gens obtiennent l'aide et la protection dont ils ont besoin.

« Alors que nous entrons dans le mois sacré du Ramadan, j'exhorte toutes les parties au conflit à ne pas seulement réfléchir aux valeurs fondamentales de l'Islam que sont la charité, la miséricorde et la paix, mais à utiliser cette occasion pour appliquer ces valeurs de façon à améliorer la situation des civils innocents qui souffrent tant du conflit », a déclaré le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires.

A Paris, Ban Ki-moon appelle Israël et la Palestine à faire des efforts sérieux pour la paix



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (à droite), le Président de la France, François Hollande (au centre), et le Ministre français des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault (à gauche), lors d'une conférence ministérielle sur le processus de paix au Moyen-Orient, organisée par la France à Paris, le 3 juin 2016. Photo : F. de La Mure/maedi

3 juin - Lors d'une conférence ministérielle sur le processus de paix au Moyen-Orient organisée par la France à Paris, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé vendredi les dirigeants israéliens et palestiniens à créer les conditions pour un retour à des négociations de paix significatives.

« Nous sommes tous d'accord pour dire qu'une solution à deux Etats est la seule option viable pour une paix durable », a dit M. Ban dans un discours. « Pourtant, nous pouvons tous constater que cette solution à deux Etats est en danger ».

« Avec le soutien de la communauté internationale, les dirigeants d'Israël et de Palestine doivent se retirer du bord du précipice et s'efforcer sérieusement de créer les conditions qui permettront un retour à des négociations significatives », a-t-il ajouté.

Selon le chef de l'ONU, cette conférence organisée à Paris permet de souligner que la communauté internationale est déterminée à continuer à accorder la priorité à ce dossier et à coordonner tous les efforts déployés en faveur de la paix.

La conférence réunissait des représentants de 29 pays et organisations internationales, dont le Secrétaire d'Etat américain, John Kerry, et la chef de la

diplomatie européenne, Federica Mogherini.

Ban Ki-moon a rappelé que les obstacles à la paix étaient clairs, qu'il s'agisse du terrorisme et de la violence, des activités de colonisation et du manque d'unité entre Gaza et la Cisjordanie.

« Les activités de colonisation sont illégales en vertu du droit international et Israël doit cesser cette politique d'expansion des colonies, de légalisation des avant-postes et de démolition de structures palestiniennes. Ces agissements soulèvent de légitimes questions sur son engagement envers la solution à deux Etats et ses obligations en tant que puissance occupante », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a estimé par ailleurs que les dirigeants palestiniens devaient combattre « sans équivoque la violence et l'incitation à la violence, notamment en condamnant clairement tous les actes de terreur ».

« Ils doivent aussi réunir tous les Palestiniens sous une seule autorité palestinienne, légitime et démocratique, conformément aux principes de l'OLP », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon a informé les participants de la conférence qu'il prévoyait de se rendre en Israël et en Palestine vers la fin du mois.

Ukraine : après deux ans de conflit, la situation dans l'est du pays reste inquiétante, selon l'ONU



Dans une école à Sloviansk, en Ukraine, Denis, 11 ans, rêve de paix. Photo UNICEF/UNI181480/Zmey

3 juin - Après deux ans de conflit, la situation dans l'est de l'Ukraine continue d'être instable et d'avoir un fort impact sur les droits de l'homme, en particulier pour les personnes vivant près de la ligne de contact et dans les territoires contrôlés par les groupes armés, selon un nouveau rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme publié vendredi.

Selon ce rapport, quelque 9.371 personnes ont été tuées et 21.532 blessées dans l'est de l'Ukraine depuis le début du conflit mi-avril 2014.

« La situation dans l'est de l'Ukraine reste profondément préoccupante. Sans des efforts supplémentaires et des solutions créatives pour mettre en œuvre l'Accord de Minsk, elle pourrait évoluer en un "conflit prolongé" qui serait dommageable pour les droits de l'homme pendant de nombreuses années à venir, ou pourrait connaître une nouvelle escalade, avec de terribles conséquences pour une population civile qui n'a déjà que trop souffert », a déclaré le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, Ivan Simonovic, au terme d'une visite de sept jours en Ukraine.

« L'augmentation des armes lourdes près de la ligne de contact et les hostilités près d'Avdiivka et Yasynutava, dans la région de Donetsk, depuis le début du mois de mars sont autant d'indicateurs que la crise est loin d'être terminée et qu'elle nécessite toujours l'attention de la communauté internationale », a-t-il ajouté.

Les civils vivant près de la ligne de contact et dans les territoires contrôlés par les groupes armés sont particulièrement vulnérables aux violations et abus des droits de l'homme. Beaucoup sont exposés au risque de restes explosifs de guerre et de mines, qui ont été responsables de la majorité des pertes civiles ces derniers mois.

La liberté de mouvement des civils continue à faire l'objet de sévères restrictions. Plus de 20.000 personnes tentent chaque jour de traverser la ligne de contact et sont souvent obligées de patienter dans des conditions précaires pendant

de longues heures. Le 27 avril 2016, quatre civils ont perdu la vie et huit autres ont été blessés lors d'un bombardement alors qu'ils attendaient à un poste de contrôle sur la route entre Marioupol et la ville de Donetsk. Ces restrictions de mouvement ont des répercussions directes sur la vie quotidienne des civils, qui ont aussi des difficultés à obtenir des documents officiels d'état civil, à toucher leur retraite ou à accéder à des soins de santé appropriés.

Violations des droits de l'homme

Les 2,7 millions de personnes vivant dans les territoires contrôlés par les groupes armés souffrent aussi de graves atteintes à leurs libertés d'expression, de rassemblement et d'association et sont confrontées à des conditions de vie difficiles. « Lors de ma mission à Donetsk, j'ai exhorté les représentants de l'auto-proclamée « république populaire de Donetsk » à arrêter de priver la population d'assistance humanitaire », a indiqué Ivan Simonovic.

Le nouveau rapport onusien a aussi documenté des tendances persistantes en matière de violations des droits de l'homme dans l'est de l'Ukraine. Les disparitions forcées, les détentions arbitraires, tortures et mauvais traitements sont autant de pratiques profondément ancrées à la fois dans les territoires contrôlés par les groupes armés et dans ceux contrôlés par le gouvernement, selon le rapport.

« Des visites indépendantes par des experts internationaux dans tous les lieux où des personnes sont privées de liberté sont indispensables, en premier lieu pour empêcher la torture, et en second lieu comme condition préalable à la libération réussie des détenus en vertu du principe "tous contre tous," telle qu'envisagée par l'Accord de Minsk », a souligné le Sous-Secrétaire général.

Le personnel des droits de l'homme de l'ONU a documenté plusieurs cas de violence sexuelle en lien avec le conflit. « La majorité des allégations suggère que les menaces de viols et autres formes de violence sexuelle sont utilisées comme méthode de mauvais traitement et de torture dans le cadre de détentions arbitraires ou illégales à l'encontre d'hommes et de femmes. Les menaces de violence sexuelle, d'atteinte physique ou de mort contre des femmes de la famille, ou leur détention, sont souvent utilisées pour forcer les détenus à avouer, renoncer à des biens ou à réaliser des actions exigées par leurs auteurs, et comme une condition explicite pour garantir leur sécurité ou leur libération », indique le rapport.

L'impunité demeure l'une des caractéristiques majeures de ce conflit, indique le rapport. « L'impunité des éléments chargés de l'application de la loi et de la sécurité pour les violations des droits de l'homme reste répandue et est souvent justifiée par les défis posés par le conflit armé en cours. Dans les territoires contrôlés par les groupes armés, la loi et l'ordre se sont effondrés et des structures illégales parallèles se sont développées », précise le rapport.

Lutter contre l'impunité

Deux ans après les événements de Maïdan à Kiev, il n'y a eu aucun progrès significatif réalisé dans l'enquête et les représentants de haut-rang responsables d'avoir ordonné et supervisé les violences continuent à ce jour d'échapper à la justice. Le rapport met aussi en lumière les atteintes à l'indépendance du système judiciaire, qui restent un obstacle majeur dans les poursuites contre les auteurs identifiés des violences survenues à Odessa.

« Il est aussi impératif d'élucider le sort des nombreuses personnes disparues depuis avril 2014 et j'ai vivement préconisé un échange d'information et une coopération entre le gouvernement et les groupes armés sur cette question cruciale lors de ma mission », a déclaré Ivan Simonovic, qui a aussi noté que le projet de loi sur les personnes disparues préparé par le ministère de la justice était un pas dans la bonne direction.

Ivan Simonovic a aussi mis en lumière la dégradation de la situation des droits de l'homme en République autonome de Crimée. « Les lois anti-extrémisme et anti-terrorisme ont été utilisées pour criminaliser des comportements non-violents et faire taire les opinions divergentes, tandis que les systèmes judiciaire et d'application de la loi ont été instrumentalisés pour sévir contre les voix d'opposition. Les personnes les plus touchées sont les Tatars de Crimée, dont l'instance représentative, le Mejlis, a été interdite et dont j'ai rencontré les représentants lors de ma visite, » a déclaré le Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme.

« Après deux années de conflit, le tableau des droits de l'homme dans l'est de l'Ukraine reste extrêmement sombre. Cette crise a commencé par des demandes en matière de droits de l'homme et de libertés et ces demandes demeurent, aujourd'hui encore, des deux côtés de la ligne de contact. Les dirigeants des deux bords devraient écouter leurs populations. Je les ai clairement entendues lors de ma visite: elles veulent la paix, les droits de l'homme et l'état de droit », a déclaré Ivan Simonovic. « Seule la pleine mise en œuvre l'Accord de Minsk permettra le respect des droits de chacun et offrira à tous une chance de mener une vie normale et même décente ».

Jeux olympiques de Rio : le HCR salue l'annonce de la participation d'une équipe de réfugiés



Une réfugiée syrienne, Hanan Dacka, porte la flamme olympique à Brasilia, au Brésil, le 3 mai 2016. Photo HCR/Gabo Morales

3 juin - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est félicité vendredi de l'annonce faite la veille par le Comité international olympique (CIO) concernant la participation d'une équipe composée de réfugiés aux prochains Jeux olympiques de 2016 à Rio de Janeiro, au Brésil.

Cette équipe comprend deux nageurs syriens, deux judokas de la République démocratique du Congo et six coureurs de l'Ethiopie et du Soudan du Sud, a précisé l'agence de l'ONU dans un communiqué de presse. Ces athlètes ont tous fui la violence et la persécution dans leur pays, avant de trouver refuge en Belgique, en Allemagne, au Luxembourg, au Kenya et au Brésil.

« Envoyer une équipe de réfugiés aux Jeux olympiques de Rio est une initiative sans précédent et constitue un message fort de soutien et d'espoir pour les réfugiés dans le monde entier », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi.

Cette annonce est intervenue alors que la population mondiale des réfugiés, personnes déplacées et demandeurs d'asile a atteint le nombre record de 59,5 millions à la fin 2014 et ne cesse d'augmenter depuis.

« Cette équipe d'athlètes olympiques réfugiés est une source d'inspiration pour nous tous », a ajouté M. Grandi, ajoutant que ces athlètes réfugiés de haut niveau, dont la carrière sportive a été interrompue, auront ainsi la chance de « réaliser leurs rêves ».

Il a ajouté que leur participation aux Jeux olympiques est un hommage au courage et à la persévérance de tous les réfugiés qui surmontent l'adversité à la recherche d'un avenir meilleur pour eux et leurs familles.

« La participation d'une équipe de réfugiés aux Jeux olympiques représente une étape importante dans le partenariat de longue date du HCR avec le CIO », a ajouté le Haut-Commissaire, soulignant que cette collaboration a permis de promouvoir le rôle du sport dans le développement et le bien-être des réfugiés dans au moins 20 pays et de réhabiliter des terrains de sport dans plusieurs camps de réfugiés.

L'annonce a coïncidé avec le lancement de la campagne du HCR #Aveclesréfugiés, en partenariat avec le CIO. La pierre angulaire de cette campagne est une pétition demandant aux gouvernements de veiller à ce que chaque enfant réfugié reçoive une éducation, que chaque famille réfugiée ait un endroit sûr pour vivre et que chaque réfugié puisse travailler ou acquérir de nouvelles compétences pour contribuer positivement à la collectivité. Cette pétition sera remise avant la réunion de haut niveau des Nations Unies sur les réfugiés et les migrants, prévue le 19 septembre 2016 à New York.

Après des années de conflit, les réfugiés soudanais continuent de fuir vers le Soudan du Sud, selon le HCR



La ville frontalière de Yiba, au Soudan du Sud (photo archives). Photo ONU/Martine Perret

3 juin - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a fait part vendredi de son inquiétude face à l'arrivée au Soudan du Sud de réfugiés soudanais fuyant l'intensification récente des combats au Sud-Kordofan.

« Ce week-end marque le cinquième anniversaire du conflit au Sud-Kordofan, au Soudan. Tragiquement les civils continuent de fuir cette région et beaucoup traversent la frontière vers le Soudan du Sud voisin », a dit un porte-parole du HCR, Adrian Edwards, lors d'un point de presse à Genève, en Suisse.

Rien qu'en 2016, a-t-il précisé, plus de 7.500 réfugiés ont fui cette région pour atteindre le nord de l'Etat d'Unity, au Soudan du Sud, une région qui accueille déjà environ 70 000 réfugiés. Près de 90% des nouveaux arrivants sont des femmes et des enfants, et un enfant sur dix est non accompagné ou sans un membre de la famille.

Au centre de transit de Yida, le HCR et ses partenaires fournissent aux nouveaux arrivants une assistance immédiate qui comprend un repas chaud, de l'eau, une vaccination contre la rougeole et un lieu où se reposer. Les réfugiés sont enregistrés pour veiller à ce que les personnes vulnérables ou ayant des besoins spéciaux soient rapidement identifiées et aidées, a précisé M. Edwards.

Après quelques jours à Yida, les réfugiés sont ensuite transportés en bus à Ajuong Thok, un camp établi en 2013 pour aider à soulager la pression sur la région frontalière, a-t-il ajouté. Avec près de 41 000 réfugiés soudanais vivant déjà à Ajuong Thok, le camp a toutefois quasiment atteint sa capacité initiale d'accueil de 46.000 personnes.

« L'afflux de réfugiés se poursuit et les services sont débordés. Ces quatre dernières semaines, l'eau potable disponible a chuté depuis 19 litres par personne et par jour à 16 litres. Les écoles sont devenues extrêmement surpeuplées avec plus de 100 élèves se partageant la même salle de classe », a indiqué M. Edwards.

En dépit de cette situation, a-t-il regretté, les programmes du HCR au Soudan du Sud pour 2016 restent sous-financés à hauteur de 17% seulement.

Depuis le début de la guerre dans les monts Nouba en 2011, près de 250.000 réfugiés soudanais ont fui vers le Soudan du Sud, la plupart vers les Etats d'Unity et du Haut-Nil. Le Soudan du Sud compte par ailleurs environ 1,69 million de personnes déplacées.

La FAO juge nécessaire d'investir dans l'innovation agricole pour lutter contre la faim et la pauvreté



Des stocks de maïs en Zambie.
Photo : FAO / Alberto Conti

3 juin - Lors d'une réunion des ministres de l'agriculture des pays du G20 en Chine, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva, a jugé nécessaire de concentrer les efforts sur l'innovation et l'investissement dans la recherche et la technologie pour promouvoir une agriculture durable.

« Les technologies de l'information et de la communication (TIC) aident à surveiller la croissance des cultures, contribuent à l'utilisation de nouvelles techniques et à la gestion des champs et des récoltes », a insisté M. Graziano da Silva, ajoutant que ces technologies servent également d'outils indispensables en matière d'amélioration des moyens d'existence et du bien-être des populations, tout en faisant progresser la justice sociale et en garantissant un accès égal aux opportunités, notamment en milieu rural.

Les outils de télécommunication ont le potentiel de fournir un accès internet à des millions de personnes et de connecter les agriculteurs par le biais de l'agriculture numérique. Cela comprend notamment l'utilisation des téléphones mobiles pour signaler l'apparition de maladies animales, une démarche soutenue par la FAO ces dernières années.

Enumérant les différentes manières dont la FAO utilise les TIC, M. Graziano da Silva a mis l'accent sur un nouveau partenariat avec Google, « dont les données satellitaires et la puissance de traitement marqueront l'avènement d'une nouvelle ère de sensibilisation à l'environnement, surtout en ce qui concerne les forêts et la pêche ».

Ce partenariat fait partie d'une stratégie numérique de plus grande ampleur, développée par la FAO, visant à intégrer une grande variété de technologies, allant des données satellitaires aux téléphones mobiles et aux plateformes sociales. Le travail de la FAO consiste également à soutenir les populations les plus vulnérables en leur fournissant un accès à l'information et à l'apprentissage.

« Nous devons garder à l'esprit que les petits exploitants agricoles des pays en développement ont souvent un accès limité aux intrants, à la technologie et aux marchés. Il est essentiel de leur fournir un accès numérique adapté, d'encourager le renforcement des capacités et de faciliter le partage des expériences si l'on veut exploiter au mieux les opportunités qu'offrent les TIC », a-t-il indiqué.

Le Directeur général de la FAO a souligné l'importance des efforts communs déployés par la FAO et les pays du G20 sur des projets tels que le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), la Plateforme pour l'agriculture tropicale (TAP) et la Plateforme technique du G20 sur l'évaluation et la réduction des pertes et des gaspillages alimentaires.

Il a également mis l'accent sur les efforts internationaux en cours visant à lutter contre la résistance aux antimicrobiens, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale de la santé animale et a appelé les pays du G20 à soutenir la FAO dans cette

entreprise.

Sommet des chefs de police de l'ONU : de hauts responsables appellent à renforcer les capacités



Des officiers de police de l'ONU à l'ouverture du Sommet des chefs de police de l'ONU. Photo ONU/Loey Felipe

3 juin - A l'occasion du premier Sommet des chefs de police de l'ONU, deux hauts responsables de l'Organisation ont appelé vendredi à faire en sorte que la police des Nations Unies (UNPOL) dispose des moyens nécessaires pour accomplir son mandat, à plus forte raison qu'elle sera amenée à jouer un rôle croissant dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

« Partout dans le monde, j'ai pu observer la contribution apportée par nos courageux agents de police pour instaurer l'état de droit et ouvrir la voie à la paix et au développement durable », a déclaré M. Ban dans un message

vidéo diffusé à l'ouverture du sommet, qui avait lieu au siège de l'ONU, à New York.

Le Secrétaire général, qui assistait à une conférence ministérielle sur le processus de paix au Moyen-Orient à Paris, en France, a salué les efforts entrepris par les policiers déployés au sein de missions de la paix de l'ONU afin de protéger les communautés, apporter la stabilité et restaurer la confiance.

« De Kaboul à Kinshasa, de Port-au-Prince à Pristina, la police des Nations Unies travaille dans certaines des situations les plus difficiles de la planète », a-t-il ajouté, saluant la tenue de ce sommet comme l'occasion de faire en sorte que l'UNPOL puisse disposer des moyens nécessaires pour remplir ses objectifs.

Un rapport indépendant, commandité par l'ONU et publié mercredi, appelle en effet à repenser le modèle opérationnel actuel de l'UNPOL, qui limite, selon l'étude, la capacité de la Division de la police et des éléments de police de l'ONU à remplir leur mandat.

« Nous avons utilisé un regard extérieur pour analyser en profondeur notre propre Division de la police, qui dirige et a la charge de toutes les polices des Nations Unies », a déclaré dans un discours le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, à propos du nouveau rapport.

« Nous travaillons maintenant d'arrache-pied pour mettre en œuvre les mesures » préconisées dans le rapport, a-t-il ajouté, mettant l'accent sur le rôle croissant que seront amenés à jouer les éléments de police de l'ONU à mesure que l'Organisation concentre ses efforts sur la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

« Ce sont des secteurs dans lesquels les policiers possèdent une compétence particulière et des avantages comparatifs », a dit M. Eliasson.

Le Vice-Secrétaire général a par ailleurs énuméré un certain nombre de prérequis et qualités essentielles dont devront disposer, selon lui, les policiers des Nations Unies.

« Nos agents doivent être bien préparés, bien équipés et bien entraînés ; ils doivent être des bâtisseurs de capacité ; ils ont besoin de la dernière

technologie ; ils doivent avoir accès à des renseignements, des données sur la criminalité et des outils analytiques ; ils doivent être composés de davantage de femmes ; ils doivent être des leaders expérimentés ; et ils ont besoin, en particulier, de nous aider à mettre un terme à l'exploitation et aux abus sexuels », a-t-il ajouté.

Cadavres de bébés tigres en Thaïlande : l'ONU réitère l'importance de lutter contre le commerce illicite d'espèces sauvages



Protéger la vie sauvage. Photo ONU/John Isaac

3 juin - Après la découverte de 70 cadavres de bébés tigres dans un temple bouddhiste en Thaïlande au début de cette semaine, deux agences des Nations Unies ont rappelé vendredi que cette découverte ne représente qu'une infime partie du commerce illicite d'espèces sauvages.

« Il ne reste qu'environ 4.000 tigres à l'état sauvage », ont souligné le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans un communiqué de presse conjoint. « Tant qu'il n'est pas mis fin au commerce illicite des espèces sauvages, nous risquons de voir davantage de situations de ce type ».

Les deux agences onusiennes ont souligné que l'ampleur de ce commerce illicite et la nécessité urgente d'y mettre fin sont la raison pour laquelle l'ONU a récemment lancé la campagne 'Wild for life', qui appelle tout un chacun à s'impliquer dans la lutte contre le trafic des espèces sauvages.

Le PNUE et l'ONUDC ont également noté que la Journée mondiale de l'environnement, qui sera célébrée ce dimanche, a pour thème cette année le commerce illicite des espèces sauvages dans le but de mieux faire connaître ce problème. Les tigres sont l'une des espèces emblématiques de la campagne.

« On estime que le commerce illicite des espèces sauvages génère des milliards de dollars de profits par an pour les criminels dans le monde, y compris le commerce lucratif de certaines parties de tigres en Asie de l'Est et le commerce d'ivoire d'éléphants d'Afrique victimes de braconnage », ont souligné les deux agences. « Cela fragilise notre environnement, nos économies, nos communautés et notre sécurité ».

Le PNUE et l'ONUDC ont également noté que la lutte contre le commerce illicite des espèces sauvages est devenue une priorité mondiale et ont rappelé que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution en juillet 2015 appelant tous les pays à en faire une infraction pénale.

En outre, la deuxième Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA-2) qui eu lieu à Nairobi, au Kenya, le mois dernier, a réaffirmé la nécessité d'efforts accrus pour lutter contre ce crime à travers des actions concrètes aux niveaux national et international.

« L'action louable des autorités de la Thaïlande, coordonnée par le Département des parcs nationaux, de la faune et de la conservation des plantes, souligne la nécessité d'une vigilance constante des autorités face à la menace posée par les trafiquants », ont dit le PNUE et l'ONUDC.

« Etant donné l'ampleur du marché illicite des espèces sauvages en Asie, il est important que tous les pays s'unissent afin d'éradiquer ces pratiques illicites », ont ajouté les deux agences.

L'ONU appelle à donner de l'espoir à la jeunesse pour prévenir l'extrémisme violent



Vue d'ensemble de la salle du Conseil de tutelle de l'ONU, à New York. Photo : ONU / Rick Bajornas

3 juin - Lors d'une réunion de haut niveau sur les enfants et les jeunes affectés par l'extrémisme violent au siège de l'ONU à New York, de hauts responsables de l'ONU ont appelé vendredi à offrir des opportunités à la jeunesse pour éviter qu'elle ne soit attirée par la violence.

« Les enfants et les jeunes ont été affectés de manière tragique et massive par l'extrémisme violent au cours des dernières années », a souligné le Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, dans un discours. « Les jeunes gens sont affectés de manière disproportionnée par les inégalités, la marginalisation et par le chômage ».

Environ 46% de la population mondiale est âgée de moins de 25 ans. Les pays d'Afrique et du Moyen-Orient comptent la plus forte proportion de jeunes, souvent autour de 60% de la population totale. A Mogadiscio, la capitale de la Somalie, le taux de chômage est évalué à 70%.

Selon M. Eliasson, ces chiffres expliquent le fait que les jeunes sont vulnérables face aux extrémistes violents, qui leur offrent un salaire, un sentiment d'appartenance et la promesse de gloire.

« Cette réunion est une occasion importante pour l'Assemblée générale de parvenir à une meilleure compréhension de cette question à la lumière du Programme d'action du Secrétaire général visant à prévenir l'extrémisme violent et au moment où nous entamons l'examen de la Stratégie globale contre le terrorisme qui a dix ans », a déclaré pour sa part le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Mogens Lykketoft.

Le Vice-Secrétaire général a estimé qu'il fallait regarder les choses d'un point de vue positif, en se rappelant que la vaste majorité des jeunes respectent la loi et aspirent à une vie paisible.

« Nous devons autonomiser nos jeunes. Nous ne devons pas seulement travailler pour les jeunes, nous devons travailler avec eux. Ce sont des personnes, pas des objets », a-t-il dit.

« Dans de nombreuses parties du monde, les enfants et les jeunes ont besoin non seulement de notre protection, ils ont besoin d'occasions tangibles leur permettant de s'impliquer, et notamment d'emplois. Nous devons leur donner de l'espoir et la foi en l'avenir. Nous devons trouver des moyens de canaliser leurs talents, leurs rêves et leurs aspirations », a-t-il ajouté.

Jan Eliasson a estimé qu'une approche globale était nécessaire pour répondre à leurs besoins et aspirations.

Il a rappelé que le Fonds des Nations Unies de consolidation de la paix venait de lancer une initiative à destination de la jeunesse. Cette initiative offre aux organisations de jeunes un soutien financier pour mettre en œuvre leurs propres projets de consolidation de la paix.